

Que faire croître et décroître ?¹

Jean-Marie Harribey

Contretemps, n° 21, février 2008, p. 85-95

Le programme ouvert par les Nations Unies en adoptant en 1987, et en faisant adopter par tous les gouvernements du monde en 1992, le concept de développement soutenable ou durable a eu au moins deux mérites. Celui d'intégrer ensemble une préoccupation d'ordre social à travers l'impératif de satisfaire les besoins du présent et une préoccupation d'ordre écologique à travers l'impératif de ne pas compromettre la satisfaction des besoins des générations futures. Il a aussi été l'occasion pour de nombreux chercheurs et acteurs de renouveler la discussion théorique et politique autour du développement. Car, bien vite, sont apparues les ambiguïtés, les insuffisances et les contradictions du concept de développement soutenable, devenu en quelques années le paravent de l'inaction ou, pire, le moyen de travestir un développement humain durable en développement durable des bonnes affaires.

Le Rapport Brundtland avait été clair : « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable. »² Il pariait sur la possibilité qu'offrirait perpétuellement le progrès technique de substituer du capital manufacturé aux ressources naturelles épuisées. La conception de la soutenabilité qui prévalait était, selon le terme même de ses partisans, dite faible.

Face à la régression théorique et stratégique que représente l'hypothèse de substituabilité, quelles sont les autres démarches envisageables ? On peut discerner dans le débat public deux pôles qui partagent en grande partie la critique du productivisme mais qui se séparent sur les solutions : l'un regroupe les tenants de la décroissance, l'autre les partisans d'une redéfinition radicale du développement. Nous allons présenter ci-dessous quelques-unes des raisons qui nous font nous écarter de la première voie avant d'indiquer autour de quels axes la seconde pourrait constituer une amorce de dépassement des crises jumelées qui frappent le social et l'écologie avec d'autant plus de violence que le capitalisme parachève depuis trente ans la marchandisation du monde.

1. Décroître ?

Quelle est la portée de la critique énoncée par les théoriciens de la décroissance ? A première vue, on peut croire à une radicalité exemplaire. Mais elle recèle, de manière explicite ou implicite, des failles qui l'affaiblissent considérablement.

Le refus du développement

Le principal axe fédérateur du courant de la décroissance est celui de la critique radicale du développement et du progrès, allant même jusqu'à récuser définitivement ces notions. Le

¹ La revue *Contretemps* a mis un premier point d'interrogation après « Que faire ». Sans doute un tropisme léniniste...

² Commission mondiale sur l'environnement et le développement [1987], Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve, p. XXIII.

premier argument invoqué, notamment par François Partant, Serge Latouche et Gilbert Rist³ est de constater que le développement fut, au cours de l'histoire moderne, le vecteur de la domination occidentale sur le reste du monde. Domination économique, politique, souvent militaire, et surtout culturelle. Elle s'est soldée par la désintégration des économies et des sociétés traditionnelles, sans même que les populations ainsi déstructurées et acculturées aient pu, dans leur grande majorité, accéder aux bienfaits supposés du développement.

Un deuxième argument consiste à récuser la distinction traditionnelle faite par les économistes du développement entre croissance et développement, la première étant la condition nécessaire mais non suffisante du second, celui-ci intégrant les aspects qualitatifs de l'amélioration du bien-être. Le motif est que, historiquement, on n'aurait jamais constaté l'une sans l'autre, et que les dégâts de l'une sont aussi les dégâts de l'autre. Les théoriciens de la décroissance assimilent l'ensemble de l'économie du développement au paradigme de William Rostow selon lequel le schéma des « cinq étapes de la croissance »⁴ conduit nécessairement au bien-être. Ils assimilent donc ainsi toutes les théories et les stratégies de développement, aussi hétérodoxes qu'elles aient prétendu être, à ce modèle linéaire dans lequel il est impossible de distinguer croissance et développement, pour le meilleur et pour le pire, le bilan étant nettement défavorable.

Il en résulte une dénonciation catégorique du développement « durable », « soutenable », « humain » ou associé à un quelconque autre qualificatif, car il s'agit, selon le mot de Latouche, d'un oxymore. Le développement ne peut être autre que ce qu'il a été, comme naguère certains parlaient du « socialisme réellement existant ». Et s'il n'y a pas d'autre développement que celui-ci, c'est parce que l'Occident a « inventé l'économie », entendue comme activité séparée du reste de la société et lui imposant sa logique de rationalisation. Autrement dit, les théoriciens de la décroissance reprennent la notion de désencastement de Karl Polanyi⁵, mais en la prolongeant de manière inattendue, tantôt en proposant de réencastérer l'économie dans le social, tantôt en proposant de « sortir de l'économie » pour se défaire définitivement de l'économisme. La décroissance serait alors, selon Paul Ariès, un « mot obus »⁶, afin de « décoloniser l'imaginaire », ajoute Latouche en reprenant un concept de Cornelius Castoriadis.

La thèse décroissanciste entend donc se situer au niveau de la philosophie politique, puisque nombre de ses théoriciens remettent en cause la philosophie des Lumières qui nous a légué une conception du progrès qu'il ne suffit pas de considérer comme dépassée car elle contient en elle la domestication de la nature et un universalisme des valeurs et des droits qui fait fi de la diversité culturelle dans le monde. Ce versant relativiste est revendiqué avec plus ou moins de force à l'intérieur du courant de la décroissance ; en effet, il constitue l'un des différends en son sein et l'une des principales raisons conduisant à s'en démarquer.

Des failles de la décroissance

Les critiques adressées à la thèse de la décroissance et du refus du développement n'invalident pas celles qui sont portées contre le productivisme. Mais elles visent à poser dans toutes leurs dimensions les termes d'un débat qui n'est à ce jour qu'amorcé. Les unes relèvent du registre économique, les autres, plus complexes, relèvent de la philosophie politique.

³ Partant F. [1988], *La ligne d'horizon, Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, Cahiers Libres ; Latouche S. [2006], *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard ; Rist G. [1996], *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 2^e éd. 2001.

⁴ Rostow W.W. [1960], *Les étapes de la croissance économique, Un manifeste non communiste*, Paris, Seuil.

⁵ Polanyi K. [1944], *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

⁶ Ariès P. [2005], *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Ed. Golias.

Si ce mot d'ordre était appliqué indistinctement, et *a fortiori* sans limite, à tous les types de productions et à toutes les populations du monde, il omettrait deux éléments essentiels : les tendances démographiques et les besoins humains.

Selon les projections moyennes aujourd'hui réalisables, la population mondiale augmentera de moitié dans les 50 ans à venir. La croissance démographique n'est plus exponentielle puisqu'elle tendra à se stabiliser, mais la thèse de la surpopulation est tout de même, au moins implicitement, répandue parmi les partisans de la décroissance. Selon A. Naess⁷, la diminution de la population mondiale est impérative. Jusqu'où ? La question n'a pas de réponse nette : Latouche évoque le nombre de 3 milliards⁸, celui de la population en 1960, date à laquelle l'humanité aurait dépassé une empreinte écologique de 100%. Mais personne ne se risque à dire comment y parvenir, tellement le principe même de cette proposition va au-delà du malthusianisme, remis au goût du jour par Paul Ehrlich⁹, pour rejoindre les thèses eugénistes.

Les partisans de la décroissance restent également évasifs sur le point jusqu'où il faudrait faire décroître la production. Seul Latouche avance l'idée de revenir à « une production matérielle équivalente à celle des années 60-70 »¹⁰. S'il s'agit du niveau atteint à cette date par les pays riches, cela signifie que les pays pauvres auraient le droit de les rejoindre à ce niveau ; or Latouche récuse le principe même de cette imitation, synonyme selon lui d'acculturation. Sans parler du fait que c'est le productivisme débridé enclenché pendant les Trente Glorieuses dont nous payons le prix aujourd'hui.

L'opinion renvoyant l'extrême pauvreté à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur registre imaginaire, comme le dit Latouche, est-elle recevable ? Dans l'état de dénuement d'une grande partie de la population mondiale, sans eau potable, sans écoles, sans hôpitaux, il est faux d'opposer la qualité du bien-être à la quantité de biens disponibles si l'on appelle *développement* la possibilité pour tous les habitants de la terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation. En récusant le concept de développement, les théoriciens de la décroissance s'éloignent d'ailleurs de leur inspirateur Georgescu-Roegen qui ne le confondait pas avec la croissance¹¹. De même, la déconnexion du développement de la croissance est envisagée par Hermann Daly¹² ou par les économistes d'Attac¹³. Par ailleurs, les dégâts, en termes de dégradations et de pollution, occasionnés par le productivisme sont tels qu'ils nécessiteront des activités de réparation très importantes qui constitueront une occasion de croissance du PIB, sans qu'elle puisse être considérée comme une amélioration du bien-être par rapport à la situation précédant les dégâts, mais sans laquelle la diminution du bien-être serait indiscutable. La question des transitions pour modifier les sources énergétiques, les systèmes de transports, les modes de chauffage, l'habitat, l'urbanisme, etc., est évacuée. De plus, si la décroissance intervenait de manière globale dans les pays riches, l'impasse serait faite sur la précarisation du salariat intervenue au cours des trente dernières années et sur la recrudescence d'une pauvreté de masse.

⁷ Naess A. [1973], « The shallow and the deep long range ecology movement, A summary », *Inquiry*, n° 16, p. 95-100.

⁸ Latouche S., *op. cit.*, p. 144.

⁹ Ehrlich P.R. [1972], *La bombe P*, Paris, Fayard.

¹⁰ Latouche S., *op. cit.*, p. 261.

¹¹ Georgescu-Roegen N. [1979], *La décroissance: Entropie-Ecologie-Economie*, 2^e éd. fr., Paris, Sang de la terre, 1995, p. 104.

¹² Daly H.E. [1992], « Il n'y a pas de croissance durable », *Transversales Science/Culture*, n° 13, janvier-février, p. 10-11.

¹³ Attac [2004], *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, p. 205-206.

Enfin, bien que le PIB soit critiquable en tant qu'indicateur de bien-être, il contient le produit non marchand (éducation, santé, etc.), vecteur d'une socialisation d'une partie de la richesse produite et d'une redistribution, même si elle est modeste, des revenus. En France, un quart du PIB est socialisé sous forme de services non marchands et près d'un autre quart est redistribué sous forme de transferts sociaux. La réflexion sur l'utilité sociale de la production, c'est-à-dire sur son contenu, devrait s'inscrire dans un programme de recherche visant à réhabiliter la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange¹⁴. Dans ce cadre, on peut envisager de déconnecter le développement de la croissance. Au contraire, sortir de l'économie monétaire, comme le laissent entendre certains partisans de la décroissance, ne pourrait déboucher que sur un recul des solidarités collectives et un refuge dans les assistances individuelles, familiales ou communautaires, pendant que les compagnies d'assurances prospèreraient sur fond de désocialisation de la richesse.

A trop répéter que l'économie a été inventée par l'Occident, on risque de confondre l'acte de production – qui est une catégorie anthropologique – et les conditions sociales de sa réalisation – catégorie historique –, ou le « procès de travail en général » et le « procès de travail capitaliste », comme disait Marx. D'où les assimilations par certains théoriciens de la décroissance entre l'économie et le capitalisme, leur affirmation qu'avant le capitalisme il n'y avait pas d'économie, leur refus de considérer avec attention les expériences d' « économie solidaire » et plus généralement tout projet d'économie non capitaliste.

Le paradoxe est que le courant de la décroissance adopte une posture très critique à l'égard du capitalisme. Mais la critique de celui-ci se fait le plus souvent au nom du passé. Les communautés traditionnelles sont magnifiées alors qu'elles connaissaient pour la plupart des phénomènes de domination, notamment des hommes sur les femmes. Bien que plusieurs théoriciens de la décroissance les plus en vue, notamment les théoriciens français, ne soient aucunement liés au courant de l'écologie profonde, les thèses de celle-ci voisinent avec celles de la décroissance. Si la Terre est un être vivant ressortissant à un ordre cosmique autonome et supérieur à l'espèce humaine, elle est sacralisée et l'ordre social est biologisé. La société est un corps biologique qui se décompose sous les coups de l'occidentalisation, rongée par le cancer de la modernité. Il y aurait donc une essence humaine dont la science et la modernité nous auraient dépossédés, en même temps qu'elles nous auraient fait quitter un ordre naturel qu'il s'agit de retrouver. Critiquant ce courant, Cyril Di Méo¹⁵ avance l'hypothèse que la recherche d'un ordre supposé naturel rassurant est la transposition des angoisses devant le tragique de l'existence : le refus de la finitude de l'Homme dans un univers qui apparaît comme infini conduit à se réfugier dans des arrière-mondes religieux.

L'un des sous-courants de l'écologisme appelé « écoféminisme » associe la fertilité féminine à la fertilité biologique ; ainsi, les femmes sont-elles les mieux à même de respecter la nature malmenée par le système patriarcal et d'aller vers la décroissance. Cette vision naturalise la position de dominé(e) et est à l'opposé de l'idée de genre qui vise à analyser les constructions socio-culturelles des rapports entre les sexes.

La naturalisation des conditions sociales et le retour du religieux vont de pair avec la délégitimation du politique. L'espace politique comme lieu de médiation et de transformation est répudié au nom d'une radicalité libertaire ou religieuse, comme chez Bernard Charbonneau ou Jacques Ellul, et la méfiance s'installe vis-à-vis de l'Etat-providence et de ses institutions comme chez Ivan Illich. L'espace individuel est conçu comme le seul espace possible de transformation sociale et nourrit la dépolitisation des sociétés individualistes, c'est-à-dire la crise du politique.

¹⁴ Harribey J.M. [2005], « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS*, n° 26, 2nd semestre, p. 349-365.

¹⁵ Di Méo C. [2006], *La face cachée de la décroissance, La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, L'Harmattan.

Sur quoi fonder l'écologie demande Edward Goldsmith¹⁶ ? Pas sur la science mais sur la foi, répond-il. Il s'agit donc de réenchanter le monde. Alors que la modernité avait laïcisé la société, confinant la religion à la sphère privée, le religieux est réintroduit dans l'ordre politique pour détruire celui-ci comme lieu de construction de la cohabitation entre les humains.

Pour les théoriciens de la décroissance et du refus du développement, la coupable est finalement la Raison, confondue avec la rationalité capitaliste, qui a désacralisé, « désenchanté » le monde. La nécessaire critique de l'instrumentalisation de la Raison tombe alors dans un relativisme qui met sur le même plan la science et la croyance. Or, s'il existe des croyances au sein de la science – l'économie en est un bel exemple –, la science possède des garde-fous – la Raison précisément et la vérification – qui lui évitent de se perdre dans la crédulité. Derrière la critique de la Raison, il y a le rejet des Lumières et de l'idée même que puissent être construits des droits universellement respectés pour tous les humains.

2. Elargir la sphère non marchande

S'il est une leçon à tirer de la discussion autour de la décroissance et des impensés de cette thèse, c'est bien de ne pas séparer la critique du productivisme de celle du capitalisme dont la dynamique pousse à toujours marchandiser davantage les activités humaines. Remettre en cause simultanément les rapports sociaux capitalistes et le productivisme signifiera donc contenir, puis faire reculer la sphère marchande et, corrélativement, élargir la sphère non marchande, c'est-à-dire la part de la richesse qui sera socialisée. Or, malheureusement, il n'existe pas de corps théorique stabilisé légitimant l'existence d'une sphère marchande. Comment peut-on faire pour jeter les bases d'une économie politique de cette dernière ?

Au sein de la théorie économique libérale, règne la thèse du caractère parasitaire de l'activité publique non marchande financée par prélèvement sur l'activité marchande des agents privés qui, de ce fait, se voit limitée (par l'effet d'éviction et la montée des taux d'intérêt). La conséquence normative de cette approche est de verrouiller la politique monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics, obligeant les Etats à emprunter sur les marchés financiers.

Au sein de la théorie marxiste, la conviction du caractère improductif des travailleurs fournissant les services non marchands – quand ce n'est pas des services tout court – est solidement enracinée : ils sont financés par prélèvement sur la plus-value capitaliste. Penser dans ces conditions la démarchandisation est impossible puisque la non marchandise dépendrait de l'existence de la marchandise. Quant à l'alliance de classes entre les travailleurs des deux sphères, elle est, dans ces conditions, hautement improbable.

Le caractère productif du travail dans les services non marchands

La définition du travail productif n'a de sens que relativement aux rapports sociaux dominants. Ainsi, la distinction de Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste garde toute sa pertinence pour différencier le travail productif de valeurs d'usage et le travail productif de valeur et de plus-value pour le capital. Il est crucial également de rejeter la matérialité ou l'immatérialité du produit comme critère de définition du travail productif. Marx l'explique : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. »¹⁷ Seuls doivent entrer en ligne de compte la nature du rapport

¹⁶ Goldsmith E. [2002], *Le Tao de l'écologie*, Monaco, Ed. du Rocher.

¹⁷ Marx K. [1861-1865], *Matériaux pour l'économie (Théories de la plus-value)*, in *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome 2, p. 393.

social qui est noué à l'occasion de la production des biens et des services et le caractère ou non de marchandise de ces biens et services. S'il s'agit d'un travail salarié produisant des marchandises, il est productif de capital (et, dans le même temps bien sûr, de valeur et de revenu correspondant). S'il s'agit d'un travail salarié produisant des services non marchands, il ne produit pas de capital. Produit-il le revenu qu'il perçoit ? Non, répondent à l'unisson le libéralisme, le marxisme traditionnel, de même que certains théoriciens du capitalisme cognitif¹⁸ : tous laissent en suspens la question de savoir sur quelle base non réalisée serait prélevé le revenu versé. Nous proposons de montrer que, lorsque les besoins collectifs sont anticipés, le travail qui y est consacré produit les valeurs d'usage désirées, il produit aussi leur valeur monétaire non marchande et le revenu distribué correspondant.

Au sein du mode de production capitaliste, la plupart des valeurs d'usage se présentent sous la forme monétaire, mais certaines sont marchandes et les autres ne le sont pas. Schématisons une économie de la manière suivante. Les forces productives sont partagées entre un secteur marchand capitaliste produisant des biens de production et des biens de consommation et un secteur non marchand produisant des services collectifs. La présentation habituelle selon laquelle, en termes libéraux, l'Etat prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives, ou, en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste, est-elle recevable ou aboutit-elle à une impasse logique ?

L'anticipation des besoins collectifs

Il y a dans toute formation sociale dominée par le capitalisme deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés – la demande dite effective qui assure un certain niveau d'emploi – pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées de façon pérenne l'éducation, la sécurité, la justice et les tâches d'administration publique. L'anticipation de services non marchands et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers que l'on peut assimiler à un prix socialisé. En termes post-keynésiens, on dirait que de la monnaie reflue à son point de départ.

Pour appuyer ce raisonnement, effectuons un raisonnement du type « passage à la limite » : imaginons que, dans cette économie, la propriété privée des moyens de production tende à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tende vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction logique, il

¹⁸ Pour une critique, voir J.M. Harribey [2004], « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, Paris, PUF, 2nd semestre, p. 151-180.

faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de produit et de revenu nouveaux.

Cependant, il faut encore distinguer, dans ce cas où la production est totalement publique, la part marchande et celle non marchande, cette dernière pouvant être considérée, selon la norme habituelle, comme financée par les surplus prélevés sur la première, l'Etat accumulant ainsi du capital dont une fraction serait destinée à cet emploi. Le raisonnement à la limite doit être alors appliqué à l'évolution relative des productions marchande et non marchande. Si la collectivité décide de socialiser progressivement le financement de toute la production pour lui donner le caractère non marchand, la production marchande de plus en plus réduite ne peut être tenue pour la source de celle qui n'est pas marchande. Par ailleurs, si la distinction entre production matérielle et production immatérielle était envisagée pour faire de la première la source de la seconde, dans la mesure où l'une tend à décliner relativement à l'autre, cette considération se heurterait à la même objection que précédemment. Aussi, de manière générale, l'idée selon laquelle une part croissante de l'activité de production de valeurs d'usage est financée par une autre activité en régression relative continue est insoutenable.

Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production tout court et revenu seraient inchangés, voire, dans une perspective dynamique, diminueraient à terme si les classes pauvres dont la propension marginale à consommer est plus forte se voyaient privés d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

Une critique radicale des dits « prélèvements obligatoires » devient dès lors possible, non point pour délégitimer les services collectifs à l'instar de la doctrine libérale, mais pour critiquer celle-ci dans la mesure où l'idée même d'un prélèvement *préalable* à la production des services collectifs non marchands est une aporie, et du même coup critiquer la vision marxiste la plus couramment rencontrée.

Economiser conjointement les ressources naturelles et le travail

Au cours des deux dernières décennies, il était de bon ton de jeter aux orties les fondamentaux de la critique de l'économie capitaliste, sous prétexte « d'échec du marxisme ». Or, la critique du rapport social salarial n'a pas pris une ride : la force de travail manuelle et intellectuelle est seule productrice de valeur économique, n'en déplaise aux partisans des fonds de pensions et autres fonds spéculatifs. Et cette force de travail est exploitée et aliénée, de plus en plus à l'époque du néolibéralisme, d'où l'extraordinaire enrichissement des riches, via les revenus financiers. Au lieu de cela, quel bric-à-brac idéologique nous a servi l'orthodoxie ayant gagné les rivages de la gauche ? Le travail n'est plus la source de la valeur (économique) et, sur cette base prétendument objective, sa « valeur » disparaît, entendue au sens économique et philosophique. Dans ces conditions, l'objectif du plein emploi devient une vieille lune.

Les penseurs, et notamment les économistes, classés à gauche seraient-ils atteints de cécité, au point de ne pas voir la récurrence de crises financières qui traduisent toujours en fin de compte les soubresauts et les contradictions de l'accumulation du capital et d'ignorer que les bonnes affaires comme les mauvaises sont payées par le travail ? Sans doute une dose d'aveuglement et aussi une de cynisme. Car, finalement, la méconnaissance de la réalité du travail renvoie à la pusillanimité, pour ne pas dire le refus, des politiques à remettre en cause la répartition des revenus directement issue de l'ordre néolibéral. Le chômage est une question d'affectation des gains de productivité : davantage pour les dividendes que pour la masse salariale ou l'investissement. Idem pour le financement de la protection sociale : le leitmotiv étant désormais de faire reculer la part de la richesse socialisée. Idem pour le développement de la plupart des pays émergents : priorité à l'insertion dans le jeu des

multinationales qui tirent profit d'une main-d'œuvre bon marché plutôt que de répondre aux besoins des populations locales. Idem pour le financement des investissements nécessaires à la préparation d'une économie écologique : comment pourrait-il se faire si la plus grosse part du surplus social sert la rente ?

La pensée de « gauche » sur le travail ressemble donc à un champ de ruines. Par où reconstruire un rapport de forces plus favorable au travail ? A partir de deux entrées désormais indissociables. La première concerne la réduction des inégalités. A l'échelle nationale et européenne, il y a urgence à mettre hors concurrence les services publics et hors marché la protection sociale, qui sont les deux domaines par lesquels l'égalité peut être approchée, de même qu'il est temps d'envisager partout un salaire minimum avec des niveaux progressivement convergents. A l'échelle mondiale, les conventions de l'Organisation internationale du travail doivent au minimum être appliquées, les accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux léonins doivent être bannis et l'émergence de formes de commerce plus équitable doit être favorisée pour que les travaux effectués dans les pays pauvres soient justement rémunérés.

En second lieu, il ne faut pas céder sur la question du temps de travail qui, depuis deux siècles, est l'un des principaux enjeux de la lutte des classes pour le partage du produit du travail. Il faut accepter une modération de la productivité par tête et utiliser tout gain de productivité horaire pour le répartir sur tous : travailler plus n'est admissible que si cela signifie travailler tous, pour ceux qui le peuvent et le veulent, mais chacun de moins en moins. Deux écueils, miroirs l'un de l'autre, sont donc à éviter. Celui de croire (à gauche) que le travail n'est plus le centre où se nouent les rapports de classes et la socialité. Et celui de prôner (à droite et parfois à gauche) la « valorisation du travail » tout en le précarisant. L'émancipation humaine sera fonction de la distance prise par rapport au travail contraint grâce à la RTT et non d'un retour à l'esprit bourgeois fondateur du capitalisme.

On pourra alors enfin ouvrir une voie vers un modèle de développement non productiviste. C'est à partir du moment où l'on fait en sorte qu'il n'y ait plus de « surnuméraires », selon le mot de Marx, sur le bord du chemin que l'on peut sérieusement repenser les finalités du travail et de la production, et, ainsi, les finalités de l'activité humaine. Transformer les rapports de production conjointement avec la production elle-même est le nouvel horizon d'une soutenabilité véritable et d'un dépassement du capitalisme, qui va bien au-delà de l'opposition sommaire croissance/décroissance, car il s'agit de démarchandiser le monde.¹⁹ Nous avons donc besoin d'une théorie qui défriche un nouvel espace de la critique de l'économie politique.

¹⁹ Voir J.M. Harribey [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan ; et Attac [2006], *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits.